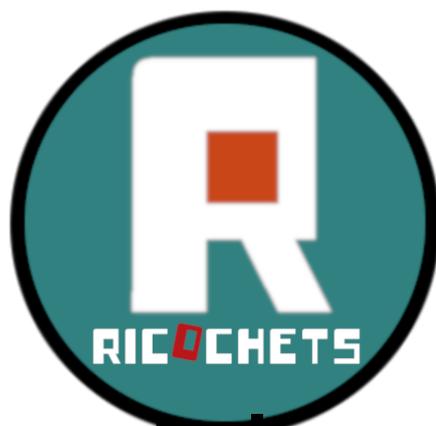


<https://ricochets.cc/Du-sacrifice-de-la-paysannerie-a-son-renouveau-souhaitable.html>



Du sacrifice de la paysannerie à son renouveau - souhaitable

- Les Articles -



Date de mise en ligne : jeudi 19 mars 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

La sphère politique et médiatique nous vend à longueur de temps l'image d'une société aussi moderne qu'affranchie des contraintes matérielles. Start up nation, ère du numérique, mondialisation, financiarisation de l'économie... À force d'avoir le regard tourné vers les nouvelles tendances, on en oublie certaines évidences : rien de tout cela ne peut exister sans subsistance alimentaire.

Tout système politique s'effondre à partir du moment où il est incapable de nourrir la population qui est en son sein. Mais, au-delà de ça, l'on peut également affirmer que la manière dont les sociétés produisent de la nourriture influence directement la manière dont elles font société. Les sociétés de « chasseurs-cueilleurs ». La culture sur brûlis. L'agriculture sédentaire. Le pastoralisme. Etc... Chacun de ces modèles produit, par ricochet, des modes de vie particuliers, des manières propres d'interagir entre humains et non humains. Et, au-delà du seul aspect de production ; la quantité de personne qui produisent de la nourriture, leur statut social, l'imaginaire qui est véhiculé sur eux/elles sont également des aspects centraux de toute société.

Ces évidences prennent une envergure démesurée quand on y ajoute la question environnementale. Il serait trop long de faire ici la liste des dérégulations des écosystèmes et du climat. La grande majorité de la population mondiale les perçoivent et les ressentent. Dans les campagnes, les principaux effets constatés sont dû à l'agriculture... et ça se voit.

Ce fait, de plus en plus connu du grand public, a amené le phénomène médiatique appelé « agribashing », autrement dit l'accusation permanente des agriculteurs et agricultrices. Celles/ceux-ci seraient pollueu.r.se.s dans l'âme, sacrifieraient en permanence les écosystèmes à leurs intérêts économiques, seraient des personnes avec qui nul dialogue n'est possible. À cette figure est opposée ici celle du néorural cultivé et ouvert d'esprit qui pratique le maraîchage « bio », la permaculture ou la biodynamie. Force est de constater que les pratiques des agricult.rice.eur.s « conventionnel.le.s » sont directement imposées par les institutions. Force est de constater que les « alternatives » sont aussi minoritaires que visibilisées à l'excès.

Quand la paysannerie rendait l'agroécologie inutile

Nous prenons le terme de paysannerie dans son sens premier, c'est-à-dire « habitants de pays ouverts sur le monde, et non pas agriculteur, exploitant agricole et moins encore chef d'entreprise » (1). Il s'agit d'un statut plutôt qu'une profession. C'est une situation juridiquement floue qui va du grand propriétaire terrien aux travailleurs/euses paysan.ne.s qui allient emplois rémunérés et petites productions familiales. C'est enfin le quotidien de la majorité de la population française d'avant la seconde guerre mondiale. Leurs productions alimentaires sont marquées par une grande diversité de pratiques selon les territoires, les conditions économiques ou les tempéraments des personnes. Malgré cela, trois caractéristiques principales sont partagées par l'ensemble de la paysannerie : exploitations très faiblement mécanisées, transformation et vente des produits en « circuits courts », complémentarité des pratiques agricoles. Autrement dit, c'est les cochons et les poules nourries avec les épluchures et l'eau grise. C'est des petites parcelles de terre maraîchères enrichies avec le lisier des chevaux. C'est le lait bu et vendu dans le village ou à des petites coopératives. C'est des journées de travail collectif pour préparer les sols ou récolter les foins.

L'écologie y était inutile puisque, n'ayant pas d'engrais industriels ni de mécanisation, la paysannerie ne pouvait compter que sur l'observation de la terre, son soin et le maintien de l'équilibre entre humains et non humains. La paysannerie à échelle humaine ne pouvait tout simplement pas provoquer des désastres écologiques démesurés de manière aussi systémique qu'aujourd'hui.

L'écologie n'y était pas pensée puisque le quotidien était vécu en lien direct avec les écosystèmes. À mille lieues des idéologies, la paysannerie est écologique par état de fait.

Du mirage de la modernisation...

La politique agricole française dont nous héritons nous vient tout droit de l'après guerre, du plan Marshall et d'un ensemble d'idées « progressistes ». En 1945, la reconstruction du pays, la nécessité politique de mettre fin au plus vite aux tickets de rationnement, le manque d'argent sont des défis majeurs. Face à cela, les États-Unis en pleine vigueur économique cherchent à ouvrir de nouveaux marchés pour son industrie. Il est donc apparu nécessaire aux élites américaines de mettre en place le plan Marshall. 2438 millions de dollars destinés à la France pour relancer l'économie du pays et ainsi éloigner la tentation communiste. Bien entendu, les fonctionnaires américains proposaient nombre de restructurations de la société, regardaient comment l'argent était dépensé, imposaient l'achat de matériels et de produits États-Uniens.

L'un des domaines qui subit le plus brutalement cette crue accélérée est le monde agricole. Dès la signature du plan Marshall, ce sont des milliers d'engins agricoles qui sont amenés dans les campagnes. L'utilisation des engrais et pesticides issus de la pétrochimie est promue et développée. Permettant ainsi d'écouler les stocks d'armement chimique accumulés durant la guerre, tout en ouvrant de nouveaux marchés pour ces mêmes produits. Partout dans les campagnes françaises ; entreprises, ingénieurs et hommes politiques cherchent à « moderniser » le modèle agricole autour de trois axes : industrialisation, changement d'échelle des parcelles et restructuration des campagnes. Sous couvert de développement, la ruralité française est métamorphosée par une agriculture productiviste et compétitive.

Cette dynamique heurte de plein fouet une campagne française majoritairement paysanne. C'est-à-dire composée de petites exploitations, attachées à des petites surfaces de terre. Selon les territoires, les paysans cultivent une grande diversité de plantes, élèvent des animaux soit en complément des autres productions, soit sur de grands pâturages. Transforment directement leur production ou la vendent à des coopératives de taille modeste. En clair, la paysannerie regroupe une grande diversité de pratiques cohérentes entre elles : exploitations de petites échelles, transformation et vente en circuit court, complémentarité des pratiques (entre maraîchage, arboriculture, élevage).

Tout en nourrissant l'imaginaire de progrès, cette période de transition campe également - par effet de miroir - un imaginaire autour de la paysannerie. Celui de personnes arriérées, vivant dans une misère aussi économique que sociale, sentant fort l'ail et qui baragouinent des banalités avec un fort accent régional. Le développement économique des campagnes est alors perçu par les élites comme le passage d'une situation quasi moyenâgeuse à une modernité synonyme de propreté, d'électricité, d'eau courante et de normalisation.

Il ne fait aucun doute que le confort apporté par l'eau courante et l'électricité fut bien accueilli. Mais celui-ci fut accompagné de la mise au rencard d'une culture paysanne millénaire au profit de la normalisation consumériste. C'est tout un monde qui est sacrifié à marche forcée.

« J'appartiens à un peuple disparu. À ma naissance, il constituait encore plus de 60 % de la population française. Aujourd'hui, il n'en fait même pas 2 %. Il faudra bien un jour reconnaître que l'événement majeur du XXème siècle n'aura pas été l'arrivée du prolétariat, mais la disparition de la paysannerie »

René Clair, Les Derniers Jours

... au désert

Aujourd'hui quel est le résultat de cette modernisation ? Plutôt que de vous bombarder de chiffres, je vais essayer de décrire ce que l'on perçoit, en tout cas, ce que je perçois de ma fenêtre :

- ▶ au milieu des champs, chaque bosquet est minutieusement rasé, chaque chemin de terre frôlé, afin de maximiser la surface exploitée. Cela pour recevoir plus de subventions de la PAC. Celles et ceux qui ne suivent pas cette logique sont précarisé.e.s,
- ▶ hormis quelques îlots, les sols sont maltraités ; son aspect, son odeur, sa manière d'être humide, toutes ses caractéristiques sont l'extrême opposé de celles de l'humus,
- ▶ chaque année le type de plante exploité change, sur des kilomètres,
- ▶ la plupart du temps, les animaux d'élevage sont enfermés dans des hangars par centaine, voir par millier,
- ▶ les oiseaux ne chantent presque plus,
- ▶ aucun moustique ne tache plus mon pare brise - la voiture a gagné -,
- ▶ l'on se met à rêver le goût de la terre

La modernité écrase tout, de plus en plus vite, de plus en plus fort. (Entêtée comme un mauvais slogan de pub.) La nature de fait, les vies de campagnes, les liens entre être humains, les liens avec les non-humains ; ont fait place au désert.

Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant



Où ils font un désert, ils disent qu'ils ont donné la paix. (2)

une ligne de crête

À ce niveau de la réflexion, il importe de se demander ce qu'il y a à tirer de tout ça. Des pistes à penser. Des paramètres à prendre en compte quand nous interrogeons nos vies collectives. Des trucs à tenter. Pas grand-chose de plus.

Quelles pistes ? Le problème de l'alimentation est global, il touche autant aux écosystèmes, à la santé des « consommateurs », qu'aux conditions de vie dans les milieux « ruraux ». Mais comme la subsistance alimentaire est l'un des problèmes central de nos sociétés, sa résolution est tout autant centrale à l'élaboration d'un modèle plus viable et plus juste. En cela, nous rejoignons le travail effectué depuis des décennies par la sphère culturelle de la Confédération paysanne.

Si d'un côté les agriculteur.rice.s ont systématiquement du mal à joindre les deux bouts, si de l'autre les « consommat.eur.rice.s » se détournent de plus en plus de l'agriculture conventionnelle, seuls les intermédiaires (grande distribution, industries de l'agroalimentaire ...) et les « accompagnant.e.s » (semenciers, vente de système d'irrigation et de pesticide ...) profitent directement d'un tel système ; soit une minorité de personne. Dans l'intérêt général, c'est cette minorité qu'il faut battre en brèche.

Nous ne parlons pas ici de sensibiliser, de dénoncer ou de multiplier les recours juridiques. Ces stratégies ne sont pas suffisantes. Mais bien plutôt d'actionner collectivement, à l'échelle des villes et villages, un renouveau de la paysannerie. Non pour revenir en arrière, mais pour réactiver la culture paysanne à l'aune de notre temps. Multiplier les exploitations de petites échelles, dérober au système capitaliste les déserts qu'il a créés, régénérer les sols, créer de la solidarité entre paysan.e.s et communautés de vie, saper la grande distribution qui s'est installée dans nos campagnes... Autant de chantiers à débiter et/ou amplifier. Autant de perspectives à prendre en charge collectivement.

Mais le système est verrouillé, pour exemple la récente création de la cellule DEMETER au sein de la gendarmerie nationale. Cette cellule, fondée sur une convention de partenariat entre le ministère de l'intérieur, la FNSEA et la JA - deux syndicats agricoles productivistes - à notamment pour fonction de lutter contre « des actions de nature

Du sacrifice de la paysannerie à son renouveau - souhaitable

idéologique, qu'il s'agisse de simples actions symboliques de dénigrement du milieu agricole ou d'actions dures »(3). Autrement dit, le gouvernement va jusqu'à protéger l'image de l'agriculture conventionnelle.

Face aux institutions qui ont clairement choisi leur camp, un véritable renouveau de la paysannerie ne peut se faire sans passer par l'illégalité. Mais plutôt que de laisser quelques individus prendre ce type de risque, il importe à présent d'oser une illégalité collective, pour l'avenir de nos territoires.

Si rien n'est fait, le désert qui nous entoure continuera à s'approfondir. L'extinction du vivant s'accéléra. Nous resterons dépendant des chaînes d'approvisionnements. Et nos moyens de subsistance disparaîtront en même temps que le pétrole bon marché.

Le bonheur de l'agro-industrie fait le malheur de tou.te.s.

Le bonheur des paysan.ne.s fait le bonheur de tou.te.s.



Post-scriptum :

(1) *Le sacrifice des paysans, de Pierre Bitoun et Yves Dupont*

(2) « Phrase mise par Tacite dans la bouche de Galgacus, héros calédonien, dénonçant les excès des Romains. Ces mots s'appliquent aux conquérants qui tentent de justifier leurs ravages par l'apport de la civilisation. » *Le petit Larousse illustré, 2004*

(3) cf *Dossier de presse, Présentation de « DEMETER », la cellule nationale de suivi des atteintes au monde agricole*